



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **22 MAI 2026**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS

63 rue d'émerainville
batiment C
Marne-la-Vallée Cedex 2
77420 Champs-Sur-Marne

Références : E26 - 0953
Code AIOT : 0006502212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 mars 2026 de la carrière de calcaires à ciel ouvert, exploitée par la société CEMEX GRANULATS, implantée au lieu-dit « Les Pasquières » sur le territoire de la commune de Pécy (77970). L'inspection a été annoncée le 16 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS
- LES PASQUIERES - 77970 Pécy
- Code AIOT : 0006502212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD M 010 du 30 mars 2007 à exploiter une carrière de calcaires à ciel ouvert jusqu'au 30 mars 2027, remise en état comprise. L'extraction du calcaire est aujourd'hui terminée. Cet arrêté permet le maintien des installations de traitement fixes au-delà du 30 mars 2027 à condition d'être alimentées par une autre carrière à proximité (par exemple la carrière de Vaudoy, autorisée jusqu'en 2047). L'arrêté de prescriptions complémentaires de 2019 modifie la remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de luttres contre un incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article I.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Retombées de poussières	AP Complémentaire du 28/01/2019, article 7	/	Sans objet
5	Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage, lagune)	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3.2	/	Sans objet
6	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3.2.3	/	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CEMEX doit mettre en place, dans un délai de 3 mois, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation de traitement de matériaux ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.

Cette réserve disposera des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article I.4.2
Thème(s) : Autre, Caractéristique de l'installation de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/10/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 13/10/2025
Prescription contrôlée : <p>L'installation fixe de concassage, criblage conforme au dossier de demande est implantée conformément au plan annexé au présent arrêté. Sa production est limitée à 800 000 tonnes par an. Une installation de concassage mobile est également présente sur le site, elle alimente l'installation fixe par bandes transporteuses. L'installation fixe ne pourra être maintenue en activité au terme de la durée de 20 ans que si elle est alimentée par une carrière située à proximité.</p>
Constats : <p>L'exploitant s'engage à retirer le concasseur primaire dans les délais de l'autorisation préfectorale dans le cadre de la remise en état de la carrière. Ce concasseur est actuellement utilisé pour traiter les calcaires issus de la carrière de Vaudoy exploitée par les sociétés CEMEX et Calcaires de la Brie. Les calcaires à traiter sont actuellement transportés par tombereaux.</p> <p>Dans une lettre du 23 février 2026, l'exploitant a retiré le dossier de mai 2025 portant à la connaissance du Préfet de Seine-et-Marne son projet de prolonger l'exploitation du concasseur primaire durant 2 ans, avec un arrêt avant le 31 décembre 2027.</p> <p>L'installation de traitement fixe est alimentée par les calcaires extraits de la carrière de Vaudoy, transportés par bande transporteuse depuis le concasseur primaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie et explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/10/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2026
Prescription contrôlée : <p>L'installation et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en qualité et en quantités adaptées aux risques, dans des engins, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles sont réalisées, entretenues en bon état et contrôlées périodiquement.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté l'inventaire des extincteurs. Ils ont été contrôlés le 19 octobre 2025. Le prochain contrôle est prévu en octobre 2026.</p> <p>L'exploitant a présenté le bilan des actions engagées pour lever les observations issues du contrôle du 07 août 2025. 9 actions correctives ont été menées. L'exploitant considère deux observations sans objet. L'exploitant poursuit les travaux de mise en conformité. Un point de situation sera réalisé lors du prochain contrôle prévu en août 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de luttres contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• (...)• d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de

<p>raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est engagé à mettre en place une réserve d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société CEMEX devra mettre en place, dans un délai de 3 mois, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation de traitement de matériaux ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve disposera des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2019, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le bilan annuel de 2025 de suivi des retombées de poussières dans l'environnement. 4 campagnes trimestrielles ont été réalisées. Le rapport conclut : « <i>Les moyennes annuelles mesurées entre 2024 et 2025 sont toutes inférieures au seuil de 500 mg/m²/j donné dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié sauf au niveau de la jauge de voisinage V4. Actuellement, l'emplacement de cette jauge ne respecte pas la réglementation. Cette jauge sera déplacée afin d'être située au niveau du voisinage du lieu-dit "Cormombre". Ce déplacement permettra de respecter la réglementation et de s'affranchir des événements extérieurs comme les labours, la circulation des engins agricoles, etc...</i></p> <p><i>Au vu des résultats, l'impact de la carrière sur les retombées de poussières dans l'environnement est faible. »</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage, lagune)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

III - Les seuls rejets autorisés d'eaux issues du site (hors sanitaires) sont les eaux d'exhaure, les eaux de drainage agricole, et les surverses des zones de lagunage vers le bassin d'infiltration puis vers le ru du Réveillon.

L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures, ainsi que du débit.

Des analyses trimestrielles sont également faites en entrée et en sortie de la zone de lagunage sur les nitrates et les paramètres suivants :

	Méthode d'analyse
Atrazine	
Chlortoluron	
Déisopropylatrazine	
De-ethylatrazine	
Diuron	NF EN ISO 11369
Isoproturon	
Linuron	
Métobromuron	
Simazine	
Terbuthylazine	

Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des Installations Classées au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante. Les paramètres analysés pourront évoluer en fonction des pratiques agricoles.

Constats :

Il n'y a plus de rabattement de nappe car les activités d'extraction sont terminées et le site est en cours de remise en état.

L'exploitant précise qu'aucun rejet n'a eu lieu dans le ru du Réveillon.

Une campagne de mesure a été réalisée au niveau du débourbeur/déshuileur en juin 2025. Les résultats d'analyses ne dépassent pas les valeurs limites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

A partir du forage F1 et du captage AEP de Pécy, l'exploitant procède ou fait procéder à l'analyse annuelle sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, métaux lourds, nitrates et phytosanitaires ci-dessus.

A partir des piézomètres pZ1, PZ2, Pz3 et Pz4, l'exploitant procède ou fait procéder à un relevé mensuel des niveaux de la nappe qu'il consigne dans un registre et une analyse trimestrielle sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux.

A partir du piézomètre Pz3 l'exploitant procède ou fait procéder à une analyse trimestrielle des nitrates, et phytosanitaires ci-dessus.

Les forages et piézomètres sont l'objet d'une surveillance périodique décennale, afin de s'assurer de leur étanchéité et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état des matériaux tubulaires. Le compte-rendu est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté le bilan annuel de la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le rapport conclut les concentrations mesurées sont inférieures aux seuils réglementaires lorsqu'ils existent et globalement de même ordre de grandeur que lors des suivis des précédentes années.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Un contrôle des niveaux sonores, conforme à la méthode de mesures définies à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué aux frais de l'exploitant dès la notification du présent arrêté puis au moins tous les 3 ans. Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante.

Constats :

Le dernier contrôle a été réalisé en 2023 et n'a pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites en limites de propriété et en zones d'urgences réglementées.

Type de suites proposées : Sans suite